



UNIVERSITÉS DE
CERGY-PONTOISE ET
VERSAILLES SAINT-QUENTIN-
EN-YVELINES

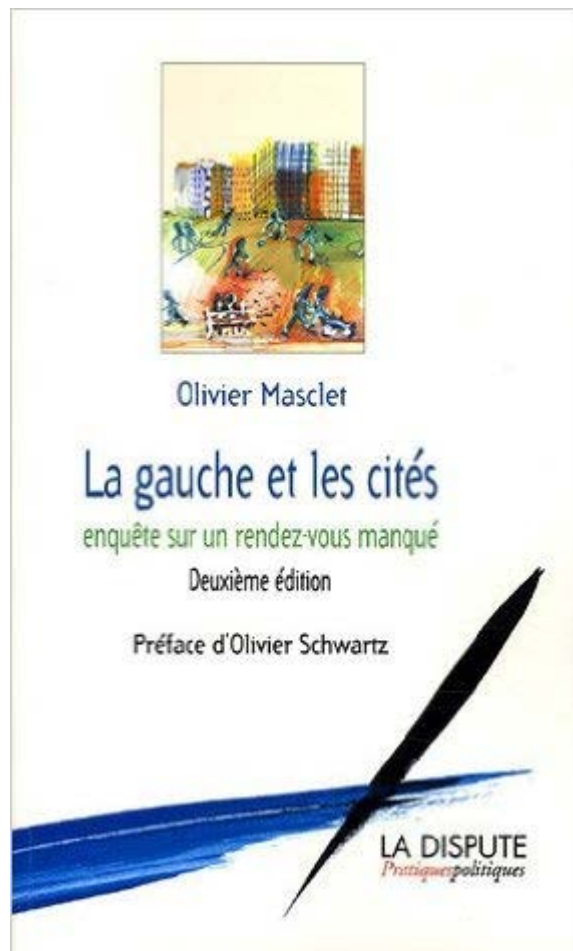
IHEDATE, 12 octobre 2016

session 7 « Démocratie territoriale, développement communautaire »

Participation démocratique et politique de la ville : une approche comparative européenne

renaud.epstein@sciencespo-saintgermainenlaye.fr

La politique de la ville et la participation : éclairage européen sur des rendez-vous manqués



- **Grotestedenbeleid (politique des grandes villes) - 1994-2009**
 - Rhétorique participative
 - Pratiques très variables suivant les villes (cf. Rotterdam / Amsterdam)
 - La reconnaissance des initiatives communautaires, entre héritage de la « pilarisation » (catholique / protestant / libéral / socialiste) et crispation islamophobe
 - Globalement, faible implication des habitants dans l'élaboration des projets (Aalbers, van Beckhoven)
 - Là où la participation a été effective, des effets positifs : normes partagées, confiance entre résidents et entre ceux-ci et pouvoirs publics (Kleinhans)
- **40 « quartiers forts » - 2008-2010**
 - 25 M€/an pour les budgets participatifs de quartiers
- **La participation communautaire pour justifier l'arrêt de la politique nationale de la ville**
 - Alternance politique et contrainte budgétaire
 - La « Big Society » à la néerlandaise : le rapport Woonvisie (Vision sur le logement) – 2011

National Strategy for Neighbourhood Renewal (2001-09)

- Un objectif de réduction des écarts entre les quartiers les plus défavorisés et le reste du pays
- Cibles : 88 villes comprenant le plus grand nombre d'îlots pauvres
- Moyens : programmes spécifiques et mobilisation du droit commun
 - Mainstreaming (mobilisation du droit commun) : Local Strategic Partnerships et Floor targets
 - Neighbourhood Renewal Fund (3.7 Mds€)
 - Un programme pilote ("showcase") : New Deal for Communities
 - Durée : 10 ans pour développer des stratégies de long terme
 - Budgets : 2 Mds £ pour 39 quartiers (≈ 10 400 habitants), soit 50 M£ (62M€) par quartier
 - Délégation du pouvoir à des conseils majoritairement composés d'habitants élus
 - Pas de volonté de faire partir les pauvres des quartiers pauvres

Les résultats de l'évaluation : *National Strategy for Neighbourhood Renewal*

- Réduction des écarts inter-urbains
- Entre quartiers défavorisés et leur environnement
 - Réduction des écarts en matière de chômage et d'éducation
 - Augmentation en matière de santé
 - Variations contrastées en matière de délinquance
- Des évolutions plus favorables pour les quartiers défavorisés des villes NSNR (par rapport aux quartiers défavorisés d'autres villes)
- Une typologie de quartiers aux évolutions contrastés : gentrification, sas, nasse

Les résultats de l'évaluation : New Deal for Communities

- **Des évolutions globalement plus favorables que dans les autres quartiers NSNR**
- **Succès sur le registre *place***
 - Habitat, cadre de vie, perception des quartiers par leurs habitants : nets progrès
 - Délinquance et sentiment d'insécurité : améliorations mais limitées
- **Echec relatif sur le registre *people***
 - Effet très positifs sur les membres des *boards* et bénéficiaires directs des actions du NDC
 - Education, chômage : peu de différences entre habitants des quartiers NDC et zones test
 - Santé : résultats contrastés
- **Les limites de la participation**
 - Conflits intra- et inter-communautaires
 - Injonctions nationales (réalisations) à l'origine d'une managérialisation rapide des NDC